



FAITS & DOCUMENTS

LETTRE D'INFORMATIONS CONFIDENTIELLES FONDÉE PAR EMMANUEL RATIER

SOMMAIRE

N° 436 8 €
Du 15 au 30 juin 2017

- PORTRAIT : (p.1-2-6-7)
JACQUES ATTALI
- POLITIQUE : (p.3-4)
- LOBBIES : (p.5)
- ÉTRANGER : (p.8)
- ÉCONOMIE : (p.9)
- KIOSQUE : (p.10-11)
- POLITIQUEMENT INCORRECT : (p.12)

INDEX

Attali B.	p.2	Mélenchon J.-L.	p.5
Attali J.	p.1	Meslem F.	p.4
Bavarez N.	p.8	Minkowski J.	p.4
Bertoincini Y.	p.5	Moleux M.	p.10
Bousquet P. de	p.3	Morel B.	p.5
Brighelli J.-P.	p.5	Mivé Ondo B.	p.9
Buberl T.	p.8	Mylondo B.	p.5
Cargvist I.	p.12	Nunez L.	p.3
Castries H. de	p.8	O'Petit C.	p.10
Catala M.	p.5	Ogras A.	p.4
Chenon-Ramlat A.	p.4	Perdriel C.	p.10
Daqneesh O.	p.8	Pliez É.	p.5
Delmas J.-B.	p.5	Poiron N.	p.4
Dottori G.	p.8	Prat M.	p.5
Énué B.	p.3	Puga B.	p.8
Ferrand R.	p.3	Romero J.-L.	p.4
Fratacci S.	p.3	Saintoyant A.	p.9
Godelier M.	p.5	Salemkour M.	p.4
Griveaux B.	p.4	Schwartz J.	p.8
Guez P.	p.3	Seyboldt E.	p.4
Haarscher G.	p.5	Sollers P.	p.5
Joly C.	p.10	Soublet B.	p.5
Kohler A.	p.9	Stiegler B.	p.5
Lagarde C.	p.8	Terrais B.	p.8
Lenglet F.	p.8	Van Parijs P.	p.5
Lignier A.-S.	p.4	Villèle G. de	p.10
Margerie C. de	p.10	Vincent M.-J.	p.4

PORTRAIT

JACQUES ATTALI

Il a fait d'Emmanuel Macron le rapporteur général adjoint de la Commission pour la libération de la croissance française, l'a recommandé à François Henrot, bras droit de David de Rothschild, puis présenté à François Hollande avant d'annoncer, dès le 27 août 2014 sur BFM TV, sa victoire, en 2017. Le président de la République s'émancipera-t-il des intérêts que représente celui qui le considère comme son Golem ?

Jacques (José, Mardochee) Attali est né le 1^{er} novembre 1943 à Alger (Algérie française), « le lendemain du jour où la double nationalité juive française a été reconnue » précise VSD (25 février 2009). Si Yves Derai et Yves Azeroual décrivent une « famille [où] on fouillait le soir les décharges municipales d'Alger pour récupérer de vieilles fripes qu'on allait revendre le lendemain sur les marchés » (Mitterrand, Israël et les Juifs, Robert Laffont, 1990), Jacques Attali, issu d'une famille juive de vieille souche berbère devenue française par le décret Crémieux (1870), a passé ses premières années dans une villa que son père s'est fait construire dans le quartier d'Hydra sur les hauteurs d'Alger. Signe d'un luxe certain, le bâtiment deviendra l'ambassade d'Égypte à la suite de l'indépendance de l'Algérie.

Sa mère, Fernande Abecassis, secrétaire de direction de la société de BTP Campenon-Bernard, enseigne l'hébreu à l'Alliance israélite de l'Université d'Alger et son père, Simon Attali (décédé le 28 février 1987), est le patron de l'enseigne Bib-et-Bab, principal importateur et revendeur de parfums à Alger. Encarté au Parti communiste, il finit par se rapprocher de la SFIO à la suite de la détérioration des relations entre l'URSS et Israël : « Mon père avait une culture religieuse phénoménale, il connaissait la Bible et le Talmud pratiquement par cœur. Ma mère était professeur d'hébreu. J'ai vécu dans une famille où la tradition était très forte sans être orthodoxe. On célébrait les grandes fêtes et on faisait les prières du Shabbat, mais on ne mangeait pas casher. Mon père a interdit à ses enfants d'apprendre l'arabe, pour nous pousser dans le monde français, et n'a pas insisté pour que nous devenions des théologiens aussi érudits que lui : le choix entre la connaissance talmudique et les études fran-

çaises, lorsqu'il se posait, a toujours été pour lui la France, c'est-à-dire la laïcité. Je n'ai jamais rejeté cet héritage culturel, au contraire. Aujourd'hui, j'étudie les textes juifs et je vois un maître une fois par mois [...] La plupart de mes romans, en particulier, comprennent une dimension juive. » Jacques Attali, qui a signé le Dictionnaire amoureux du Judaïsme (Plon-Fayard, 2009), précise : « Ma structure mentale est juive. Je me consacre davantage à explorer la pensée inspirée de la Bible qu'à suivre les méandres de la philosophie occidentale. Mon temps historique est celui du peuple juif, pas celui du peuple français. Être français s'arrête à moi. Ma personne est française, mon destin est juif. » Le 13 juin 1981, il a épousé l'ancien mannequin Élisabeth Allain, américaine protestante convertie au judaïsme, d'abord à la mairie du XVI^e arrondissement de Paris où son témoin de mariage fut François Mitterrand, puis à la synagogue du Mouvement juif libéral de France du rabbin Daniel Farhi. Ce dernier l'accompagne depuis les années 80 dans ses études talmudiques. Son épouse a lancé Élise, une ligne de sous-vêtements féminins coquins. Ils auront deux enfants : Jérémie (dont la bar-mitsva fut organisée par Shimon Peres, dans sa résidence de Premier ministre), et Bethsabée.

Scolarisé dans une école chic de la rue Volta, à Alger, puis au lycée Gautier, Jacques Attali arrive en métropole dès le mois de mai 1956. La famille s'est installée à Paris rue de la Pompe, et Simon Attali a racheté une parfumerie rue de Passy, puis une seconde sur les Champs-Élysées (Attali Parfums) tout en effectuant de nombreux allers-retours à Alger pendant toute la durée de la guerre d'Algérie. Sur le train de vie de ce dernier, Guy Sithon rapporte : « Maintenant que les enfants sont grands, il a quitté la rue de la Pompe et pris

(Suite page 2) >>>

PORTRAIT

>>(suite de la page 1)

possession d'une somptueuse demeure de quatre cents mètres carrés boulevard Lannes. Deux ou trois domestiques, voitures de luxe, villa à Deauville pour les vacances, voyages de palace en palace: la grande vie. » (*Le Cas Attali*, Grasset, 1995)

Jacques Attali garde depuis lors un œil sur sa terre natale: « Je ressens qu'il se passe [en Algérie] comme une guerre, expliquait-il à *L'Événement du jeudi* (27 novembre 1997). À laquelle il faut réagir par tous les moyens possibles, y compris la création de brigades internationales. Mais pour cela, il faudrait un autre gouvernement algérien que celui en place, qui est corrompu et bureaucratique. [...] Je suis pour une action internationale globale. Conférence internationale, influence sur le gouvernement algérien et, s'il le faut, création de brigades internationales [...] S'il fallait prendre part dans une bataille de ce genre, sans ridicule particulier, je le ferais. » En attendant, il a rejoint le très huppé lycée Janson-de-Sailly où il a été scolarisé avec son faux jumeau, **Bernard (Paul, Judas) Attali**.

À propos de ce dernier, entré comme auditeur à la *Cour des Comptes* à sa sortie de l'ENA (promotion **Turgot**, 1968), la revue *Passages* écrit: « Son frère est un homme d'influence. Lui se veut un homme de pouvoir » (*Les Cent juifs qui comptent*, février 1989). Directeur du cabinet du commissaire général au Plan **René Montjoie** (1972-1974), responsable des questions financières à la *DATAR* (1974-1980), il a brièvement été directeur financier du *Club Méditerranée* avant de rejoindre **Michel Rocard** comme délégué général à l'aménagement du territoire et à l'action régionale. Par la suite, il a présidé le *Groupe des assurances nationales* (1984-1986) qui rachètera, dans l'optique de faire du *GAN*, le « premier réseau de bancassurance », les banques du *CIC* à *Suez*. Conseiller pour les affaires européennes du groupe britannique *Commercial Union Assurances* (ainsi que président du conseil de surveillance de ses filiales *Épargne de France* et *Commercial union IARD*, et PDG de la *Financière Saint-Georges*), il a pris la tête d'*Air France*, en 1988, au retour de la gauche au pouvoir. Sous sa houlette, la compagnie absorbera *Air Inter*, *UTA* (racheté 7 milliards de francs juste avant la crise) et la *Sabena*. À l'été 1993, il est contraint à la démission et son successeur, **Christian Blanc** devra assumer son bilan dénoncé dans un rapport de la *Cour des Comptes*: vente d'actifs en crédits-bails, minoration des pertes (les seules pertes d'*Air France* ont représenté près de la moitié du déficit de l'ensemble des compagnies aériennes au niveau mondial pour l'année 1993), etc. Une gestion

catastrophique qui n'empêche pas **Bernard Attali** de bénéficier, encore aujourd'hui, du titre de président d'honneur du *Groupe Air France*. Il a par la suite présidé le conseil de surveillance d'*Arjil* (groupe *Lagardère*), la filiale française de la banque américaine *Bankers Trust* (1996) et a été nommé vice-président de la division banque d'investissement en Europe de la *Deutsche Bank* en 1999. En décembre 2000, il réintègre la *Cour des Comptes* avant d'être nommé, en octobre 2002, président du directoire de l'*Agence régionale du développement d'Île-de-France*.

Depuis 2003, il est *senior advisor* au sein de *Texas Pacific Group*, c'est-à-dire patron de la branche française et européenne de ce fonds d'investissement qui gère plus de 50 milliards de dollars. Il siège ou a siégé dans de multiples conseils d'administration: *Air Canada*, *TDF*, *International Power*, *Numericable-SFR* (Groupe *Altice*) ou encore l'*Association française des investisseurs pour la croissance* (AFIC). Il a créé, en 2013, la *Financière de l'Audière*, un cabinet de conseil qui lui a permis d'intégrer le réseau des conseillers stratégiques de *Bank of America Merrill Lynch* dont il est depuis *European Senior Advisor*. Président, depuis 2014, du comité stratégique du cabinet *Demeter Partners*, il a remis au Premier ministre **Manuel Valls**, au printemps 2015, un rapport sur l'École polytechnique préconisant la suppression de tout ce qui fait la spécificité de l'X ainsi qu'une ouverture à la « diversité » et la multiplication par quatre des élèves étrangers. Membre, comme son frère, du club *Le Siècle* depuis la fin des années 70, il a animé la *Chambre de commerce franco-israélienne* et a mis en place l'*Association des amis de l'Alyah des jeunes*. Leur sœur cadette **Fabienne Attali**, épouse **Bondard**, est psychiatre dans le XVI^e arrondissement de Paris.

« Peu sûr de son physique, écrit **Laurent Joffrin** dans *Le Nouvel Observateur* du 1^{er} juillet 1993, **Jacques Attali** commençait à virevolter de mot en mot, de concept en concept, captivant les auditeurs malgré son visage de chouette aux yeux tristes ». Ainsi a-t-il été major de la promotion 1963 de l'École polytechnique effectuant son stage d'étude dans une banque new-yorkaise. Énarque (1970, promotion **Robespierre**, avec **Marc Ladreit de Lacharrière**, **Philippe Séguin**, **Philippe Lagayette**, **Francis Lorentz**, etc.), il réalise son stage comme directeur de cabinet du préfet de la Nièvre (1968), ce qui lui permet de se lier à **François Mitterrand**. Auditeur (1971-1977), puis maître des requêtes (1977-1989) au *Conseil d'État*, il a milité à la SFIO dès 1967. Il collabore alors à la section économique du Parti socialiste sous le pseudo-

nyme de **Simon Ther** (S. Ther pour Esther) avant de devenir l'un des plus proches du futur président, par l'intermédiaire de **Georges Dayan**, connu au *Conseil d'État*. Il rédigera ainsi le programme économique du PS en 1974, effectuant un détour par Bonn avec **Michel Rocard** pour obtenir de la *Bundesbank* qu'elle soutienne le franc en cas de succès de **François Mitterrand**.

Parallèlement, Jacques Attali a occupé très jeune une place centrale dans la communauté juive, contribuant largement à la publication du manifeste dénonçant « le caractère choquant et menaçant » de la candidature de **Valéry Giscard d'Estaing**. Via *Judaïsme et action politique* (JAP), il sera un des participants à la réunion « les juifs face aux élections », afin d'assurer à Mitterrand le soutien de la communauté juive. Il connaît en effet tous les responsables communautaires par leur prénom et figure, en 1977, parmi les fondateurs, avec **Robert Badinter**, **Maurice Benassayag**, **Georges Dayan** et **Michel Dreyfus-Schmidt** de *Socialisme et Judaïsme* dont la « double mission [est d'amener] la majorité des voix juives dans l'escarcelle du PS et initier les cadres de ce dernier aux charmes de l'État d'Israël ».

Il siège, comme son frère, au bureau du *Fonds social juif unifié* (FSJU) dont il a été d'abord membre du conseil national, chargé des domaines sociaux, culturels et éducatifs avant d'être rapidement propulsé vice-président par **Guy de Rothschild**. Il a longtemps tenu à conserver le titre bien que n'assistant plus aux réunions. Au sein du FSJU, il a toujours plaidé pour l'immigration de peuplement: « Le fait que les travailleurs immigrés et les étrangers soient dans ce pays considérés avec une réticence et un cynisme qui porte atteinte aux droits de l'homme, nous concerne en tant que communauté juive, car la façon dont ils sont traités nous rappelle la façon dont nous avons été traités » (op. cit.). En mars 2007, il y plaide encore pour que la communauté juive pilote l'émergence d'une bourgeoisie musulmane, une position qu'il a exposée au plus haut niveau, le 30 mars 2014, devant le bureau exécutif du *Congrès juif mondial*.

Dès le 11 mai 1981, il est nommé conseiller spécial de **François Mitterrand**, disposant d'un bureau par lequel tout visiteur doit passer pour accéder au Président. Il sera sans doute son plus proche collaborateur, le voyant pratiquement tous les jours jusqu'en avril 1991, date à laquelle il quittera l'Élysée. Il se considérait alors, en toute modestie, comme « le seul intellectuel au cœur du pouvoir d'État à la fin du XX^e siècle, non pas seulement en France mais dans le monde entier. » **Franz-Olivier Giesbert**

(Suite page 6)>>

POLITIQUE

► Selon certains hauts responsables, les premiers signes indiquent bien un engagement gouvernemental sur une ligne de rupture avec le laxisme migratoire. Beaucoup croient déjà en une gestion répressive du sujet par **Stéphane Fratacci**, ancien pilier du ministère de l'Identité nationale sous le quinquennat de **Nicolas Sarkozy**, nommé directeur de cabinet de **Gérard Collomb** au ministère de l'Intérieur. Il a par ailleurs été coopté récemment au club *Le Siècle* (cf. *F&D* 433).

► L'Élysée confie à **Pierre de Bousquet de Florian** la direction du nouveau Centre national de contre-terrorisme, placé sous l'autorité du président de la République (la question de sa concurrence avec l'Unité de coordination de la lutte antiterroriste du ministère de l'Intérieur n'a pas été tranchée). Préféré à **Christophe Bigot** dont les milieux sionistes espéraient la nomination, ce préfet gaulliste, énarque (promotion **Henri François d'Aguesseau**, 1982), fut notamment chef du cabinet d'**Albin Chalandon** au ministère de la Justice (1986-1988), puis directeur des relations publiques du groupe *Elf Aquitaine* durant l'ère du très controversé **Loïc Le Floch-Prigent**. Ce chiraquien de stricte observance fut, de 2002 à 2007, directeur de la DST, traitant l'affaire *Clearstream* où **Nicolas Sarkozy** se trouvait faussement impliqué. Ce protestant est membre du club *Le Siècle* depuis 2007.

► Dans la même veine, l'Élysée nomme **Bernard Émié** à la tête de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) en remplacement de **Bernard Bajolet**. Ce diplomate, frère de l'avocat **Jean-Pierre Émié**, énarque (promotion *Solidarité*, 1983) fut notamment chargé de mission au cabinet d'**Alain Juppé** au ministère des Affaires étrangères (1993-1995) avant de rejoindre la présidence de la République comme conseiller technique de **Jean-David Levitte**, alors conseiller diplomatique de **Jacques Chirac**. Par la suite, ce proche de **Dominique de Villepin**, fut ambassadeur en Jordanie (1998-2002), directeur Afrique du Nord et Moyen-Orient, la division phare du Quai d'Orsay (2002-2004), puis ambassadeur au Liban (2004-2007), en Turquie (2007-2011) et à Londres (2011-2014). Il était en poste en Algérie depuis lors.

► Profil sensiblement différent à la DGCI avec la nomination de **Laurent Nunez**. Né le 19 février 1964 à Bourges (Cher), cet inspecteur des impôts, diplômé d'enseignement supérieur spécialisé en gestion des collectivités locales, fut secrétaire général du mouvement des jeunes du Parti radical valoisien et vice-président de la fédération de ce parti dans le Cher, un aspect de son parcours systématiquement gommé aujourd'hui et qui explique sans doute son affectation au bureau du contrôle fiscal à la direction générale des impôts du ministère du Budget (1989-1993) et son rôle d'assistant parlementaire du député radical (et franc-maçon du *GODF*) **André Rossinot**, dont il sera le chargé des relations avec le Parlement au ministère de la Fonction publique (1994-1995). Il fut ensuite affecté au ministère de l'Intérieur à sa sortie de l'ENA (promotion *Cyrano de Bergerac*, 1999) où il est entré par la voie interne.

★ Dans son enquête consacrée aux *MacronLeaks*, *Mediapart* (22 mai) révèle que « le 19 mai 2016, un cadre de **Rothschild**, **Philippe Guez**, a organisé une récolte de dons dans son appartement du XVI^e arrondissement de Paris. Y était convié une dizaine d'invités - chefs d'entreprise, avocats, family office et investisseurs dans l'immobilier -, en compagnie de **Christian Dargnat** [NDLR: biographie disponible dans *F&D* 432] et d'**Emmanuel Macron**. « Tous ont été informés d'une contribution de 7500 euros », précise alors l'hôte de l'événement. » Aussi discret que méconnu (il ne figure ni au *Who's Who*, ni sur *Wikipédia*), l'« hôte », né en Tunisie en 1960, arrivé en France en 1967, a effectué ses études supérieures en Israël après son baccalauréat obtenu en 1979 au lycée Carnot à Paris. Diplômé d'un MBA de finance de l'Université hébraïque de Jérusalem en 1986, il a d'abord rejoint **Warburg**, puis la **Deutsche Bank** à Paris, et **Rothschild & Cie** en 2011 dont il occupe la vice-présidence, chargé du département Israël. Membre du comité exécutif de l'*Appel unifié juif de France* (AUJF), section française du *Keren Hayessod* (bras financier de l'Organisation sioniste mondiale et de l'Agence juive) et administrateur de la Chambre de commerce France-Israël, il occupe également la présidence du conseil des chefs d'entreprises France-Israël au *MEDEF* et a participé aux côtés d'**Henry Kissinger** et de **Shimon Peres** à la dernière édition de la conférence d'Herzliya, le Davos israélien.

► Étrange tempo pour le déclenchement de l'affaire **Richard Ferrand** dont la quasi-totalité de la blogosphère sioniste réclamait la peau depuis quelques mois en raison d'une subvention de 2000 euros de sa réserve parlementaire allouée à l'Association *France Palestine Solidarité*, ce qu'il avait contre toute évidence démenti, qualifiant maladroitement l'information de « rumeur de la fachosphère ».

★ Soutien et conseiller officieux d'**Emmanuel Macron** pendant la campagne présidentielle, **Daniel Cohn-Bendit** n'a pas été entendu quand il a demandé la démission de **Richard Ferrand** dans *Libération* (30 mai). C'est sous l'angle de cet acte de désobéissance du Président à ceux qui l'ont fait qu'il faut interpréter la menace à peine dissimulée de l'hebdomadaire *L'Express* (7 juin) qui, sous une couverture moqueuse (voir ci-contre), écrit: « Car des doutes affluent: et si tout n'était que construction chez cet homme-là? Et si l'ivresse de soi le gagnait? [...] Les affaires - celles des autres - ont beaucoup aidé Emmanuel Macron dans sa conquête de l'Élysée. M. Propre, c'était lui. [...] Hier, le futur président caressait l'opinion dans le sens du poil [...]. Aujourd'hui, il la combat, alors qu'elle demande déjà que des têtes tombent. [...] Ferrand, un caillou dans la chaussure. »



POLITIQUE

★ **Conflit d'intérêts?** Participant, depuis fin 2015, aux réunions secrètes de création d'En Marche! dont il deviendra le porte-parole officiel en avril 2016, **Benjamin Griveaux** occupait le poste de directeur de la communication et des relations institutionnelles (autrefois dit lobbyiste en chef) du géant Unibail-Rodamco entre 2014 et octobre 2016, ayant donc été grassement rémunéré pour faire pression à Bercy – non sans succès d'ailleurs – sur l'implantation et l'ouverture le dimanche de leurs centres commerciaux, ainsi que sur le projet pharaonique de la tour Triangle auprès d'**Emmanuel Macron** et de ses services (**Alexis Kohler**, **Julien Denormandie**, **Ismaël Emelien**, etc.), les mêmes avec qui il préparait secrètement le lancement d'En Marche!

► **Benjamin Griveaux** a par ailleurs poussé sa compagne **Julia Minkowski** à la tête du groupe d'experts chargés d'élaborer le programme Justice d'En Marche! alors même que cette avocate au cabinet d'**Hervé Témime** intervient dans nombre d'affaires d'État. Elle est en effet l'avocate de **Bernard Tapie**, mais aussi de **Jacques Servier** ou encore de **Thomas Thévenoud**.

► La France insoumise, le mouvement de **Jean-Luc Mélenchon**, avait investi comme suppléante la journaliste **Adeline Chenon-Ramlat** dans la 6^e circonscription des Hauts-de-Seine. Après le tollé provoqué par sa défense de **Bachar el-Assad**, cette dernière a immédiatement été remplacée.

► **Emmanuelle Seyboldt**, pasteur à Besançon (Doubs), divorcée et remariée à un pasteur allemand, a été élue à la tête de l'Église protestante unie de France, principale église de la Fédération protestante de France.

► Les militaires attendent au tournant **Sylvie Goulard** sur sa capacité à défendre le budget de la Défense face à Bercy qui a pour l'heure amputé l'exercice 2017 de 2,6 milliards d'euros. Selon *La Tribune* (6 juin), les coupes viseraient les réserves de précaution à hauteur de 1,6 milliard d'euros, le gel de crédits du programme 146 (équipement des forces) pour 675 millions d'euros, des crédits de gestion (350 millions) et du crédit de programme (40 millions).

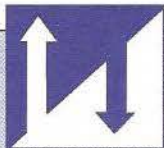
► **Binationalité, double allégeance.** **Fella Meslem**, candidate malheureuse aux élections législatives algériennes du 29 avril où elle s'était présentée comme candidate dans la circonscription France Nord sous l'étiquette Rassemblement de l'Espoir en Algérie (TAJ, une formation islamiste) a été investie comme suppléante de **Jean-Luc Raymond**, candidat de La République en Marche dans la 1^{re} circonscription de l'Essonne.

► **Ahmet Ogras** devrait succéder à **Anouar Kbibech** à la présidence du Conseil français du culte musulman (CFCM), le 1^{er} juillet, ce qui marquerait un véritable tournant, puisque celui qui fut responsable de l'Union des démocrates turcs européens (UDTE) jusqu'en 2012 a ses entrées à Ankara via son épouse, une cousine du président **Recep Tayyip Erdogan**.

► **Malik Salemkour** qui a pris la présidence de la Ligue des droits de l'Homme (LDH) à l'issue de son 89^e congrès n'est autre que le directeur juridique, de la commande publique et des finances du Syndicat mixte Autolib' et Vélib' Métropole à Paris. Un bien beau fromage pour celui qui a par le passé été le fantomatique directeur de cabinet de la maire Front de Gauche de Saint-Ouen **Jacqueline Rouillon** (2010-2012), fonction qu'il a également exercée auprès de **Jean-Pierre Lechalard**, maire PS d'Herblay (1995-2001), puis auprès de **François Dagnaud** alors adjoint PS à la propreté à la mairie de Paris et président du Syndicat intercommunal de traitement des ordures ménagères de l'agglomération parisienne (SYTCOM). Vice-président de la LDH de 1995 à 2012, il a animé le collectif Romeurope (association pro-Roms) entre 1999 et 2013.

► Sur le carton d'invitation officiel de la remise du rapport de **Jean-Luc Romero-Michel** (**Michel** étant le nom de son époux **Christophe**, né en 1986), le drapeau du lobby homosexuel figure au même titre que le logo de la mairie de Paris, ce qui donne un avant-goût assez net du contenu du rapport « Paris, ville phare de l'inclusion et de la diversité ».

EN HAUSSE



EN BAISSÉ

■ **Natacha Polony.** L'éditorialiste au *Figaro* et à *Europe 1* publie sur son site Internet *Polony TV* une vidéo acerbe sur les dîners du club *Le Siècle*, les réunions du groupe *Bilderberg* et les *Young Leaders* de la *French-American Foundation* qualifiés d'« image la plus évidente de cet entre-soi politique et idéologique [...] d'élites coupées du reste de la population. [...] On aurait préféré que ces organisations se fassent pour que ces gens-là rencontrent des paysans, des ouvriers, des artisans, des gens qu'ils ne rencontreront jamais dans leur vie de tous les jours [...] Il y a une vision du monde commune qui repose sur l'idée que les intérêts privés doivent prendre le pas sur des États. » Et d'ajouter : « dès qu'on analyse, on est immédiatement classé parmi les complotistes ».

■ **Anne-Sophie Ligniert.** Aux côtés de la CGT Educ'action, *Nord Littoral* et **Bernard-Henri Lévy**, la candidate de La France insoumise dans la 7^e circonscription du Nord apporte son soutien à **Manon Müller**, lycéenne de terminale littéraire (à 21 ans !) ayant dénoncé à l'*UNSA* et à la *LICRA* **Marie-Jeanne Vincent**, candidate du mouvement catholique CIVITAS, une des enseignantes de son établissement, le lycée public Sophie Berthelot à Calais. Sans aucune preuve, Anne-Sophie Ligniert a accusé sa concurrente d'« inculquer à ses élèves le fascisme », une allégation gratuite puisque ni la direction du lycée, ni le rectorat de l'académie de Lille n'ont donné suite à l'affaire. Comble de l'ironie, l'insoumise est enseignante... dans un établissement privé catholique.

MAIRIE DE PARIS



Anne HIDALGO
Maire de Paris

Bruno JULLIARD
Premier Adjoint à la Maire de Paris

Hélène BIDARD
Adjointe à la Maire de Paris
chargée de l'égalité femmes/hommes,
de la lutte contre les discriminations
et des droits humains

Jean-François MARTINS
Adjoint à la Maire de Paris
chargé des sports et du tourisme

vous prie de bien vouloir assister à la remise du rapport
« Paris, ville phare de l'inclusion et de la diversité »

par
Monsieur Jean-Luc ROMERO-MICHEL
Conseiller régional d'Île-de-France
Adjoint à la Maire du 11^e arrondissement

le mardi 13 juin 2017 à 10 heures 30
dans les salons de l'Hôtel de Ville

LOBBIES

► Personnalités reçues dans les loges franciennes du Grand Orient de France en mai 2017. - Le 2 mai, devant la loge Pythagore, Guy Haarscher, professeur émérite de philosophie à l'Université libre de Bruxelles, membre du Grand Orient de Belgique, sur « La pensée critique nous sauvera-t-elle du populisme ? » - Le 9 mai, devant la loge Roger Leray, l'écrivain Philippe Sollers pour une tenue blanche fermée sur « Actualité Voltaire » ; - Le 12 mai, devant la loge La Tradition maçonnique, Jean-Baptiste Delmas, président fondateur de SOS Médecins France (et ancien vénérable de la loge Saint-Just 1793) sur « Accès aux soins-Recours aux soins » ; - Le 16 mai, devant un parterre de loges, l'anthropologue Maurice Godelier pour une tenue blanche fermée sur « Imaginaire et symbolique dans la production des rapports de parenté et dans les religions » ; - Le 16 mai, tenue blanche fermée sur « Le revenu de base universel. Mutation du travail, vers une nouvelle citoyenneté, un humanisme renouvelé », organisée par les loges Clarté, Charles de Montesquieu, La Marseillaise, Le Monde, Ulysse et Les Enfants d'Éole, avec pour invités Baptiste Mylondo, professeur d'économie à Sciences-Po Lyon et à l'École centrale de Paris, Philippe Van Parijs,

 **LA CROISÉE D'OGIVES**
et LOGES ASSOCIÉES

ALÉTHÉA, L'ACTION SOCIALISTE, LES AMIS DU PROGRÈS,
L'ARCHE DES NATIONS, ART ET FRATERNITÉ FRED ZELLER,
CLARTÉ, DIOGENE

participant à la Commission Inter-loges sur les migrants contraints
avec le soutien de la Région Paris I

vous convient à participer

MARDI 30 MAI 2017 À UNE T. B. F. F.

"PARCOURS D'EXILÉS"

au cours de laquelle elles recevront

M. BRUNO MOREL
Directeur Général Emmaüs Solidarité

LA MOBILISATION À PARIS POUR UN ACCUEIL DIGNES ET HUMAIN DES PRIMO ARRIVANTS

M. ÉRIC PLIEZ
Directeur Général d'Assurance et Président du Samu social

L'HÉBERGEMENT ET L'ACCOMPAGNEMENT
DES MIGRANTS JUSQU'À LEUR DEMANDE D'ASILE

M. MICHEL PIERRE PRAT
Président de Chambre à la CNDP (Cour nationale du droit d'asile)

LES CONDITIONS DE RÉGULARISATION DES DEMANDEURS D'ASILE
en présence des FF. :

PHILIPPE FOUSSIER, 1er Gd M., Adjoint du G. O. D. F. F.
et **DANIEL PUJOL**, Président du Congrès Paris I


En l'Hôtel du Grand Orient de France, 20h précises
Temple Arthur Groussier - T. : 1
16 rue Cadet, Paris 9ème (métro Cadet ou Grands Boulevards)

Bienvenue aux SS. et FF. d'Obéd. amies
Venez avec votre famille

professeur d'économie à l'Université catholique de Louvain et à Oxford et **Bernard Stiegler**, directeur de l'Institut de recherche et d'innovation (IRI) au sein du Centre Pompidou ; - Le 17 mai, interventions d'Yves Bertoncini, directeur de l'Institut Jacques Delors, président du Mouvement

européen-France, et de Michel Catala, directeur de l'institut d'études européennes et globales Alliance Europa à l'Université de Nantes lors de la remise des travaux par le congrès des loges de Paris I, de Paris IV et des loges d'Europe de l'Est sur « Quelle Europe voulons-nous ? » ; Le 30 mai, importante tenue blanche fermée « Parcours d'exilés » organisée par la loge La Croisée d'ogives (dans le cadre de la « Commission inter-loges sur les migrants contraints »), avec les interventions de Bruno Morel, directeur général d'Emmaüs Solidarité, Éric Pliez, président du Samu social et Michel Prat, président de chambre à la Cour nationale du droit d'asile (cf. encadré).

★ Petite révolution dans la maçonnerie française. Depuis peu, les frères peuvent se trouver en situation de divulguer leur appartenance maçonnique à des profanes, parfaitement inconnus de surcroît, et cela à l'occasion du tuilage (contrôle de l'appartenance maçonnique) à l'entrée des temples du Grand Orient de France rue Cadet (Paris IX^e) et rue Froidevaux (Paris XIV^e). Consécutif à une pénurie d'agents de sécurité initiés, ce bouleversement quant au culte du secret est entré en vigueur début juin.

 Paris, le 30 mai 2017 (E. V. J.)

Note aux VV. MM. des Loges se réunissant sur les sites CADET et FROIDEVAUX

Les gestionnaires du contrat de sécurité et gardiennage pour les sites CADET et FROIDEVAUX, contrat conclu avec la société DAMSIC SECURITE, nous ont fait part de leur grande difficulté à recruter des agents de sécurité qui soient à la fois franc-maçons, titulaires d'une carte professionnelle et titulaires du SSIAF (formation diplômante en Service de Sécurité Incendie et d'Assistance à Personnes).

Or la société en charge de ce contrat doit faire face à des embauches, des démissions et de prochains départs à la retraite. Elle doit par ailleurs respecter les règles du droit du travail, les règles de fonctionnement prévues dans le cadre des E.R.P. 2 et E.R.P. 3 (Etablissements Recevant du Public), et ce, avec une grande amplitude horaire d'ouverture (18h à 21h30 pour le site CADET en semaine, 17h à 11h pour le site FROIDEVAUX en semaine, par exemple).


Devant ces difficultés, nous avons été sollicités pour que les agents de sécurité recrutés à l'avenir ne soient pas obligatoirement franc-maçons. Cette demande a été portée devant le Conseil de l'Ordre lors de sa séance plénière du vendredi 19 mai 2017 et adoptée à l'unanimité par les membres présents.


Cette disposition nouvelle entrera en vigueur sur les sites de CADET et FROIDEVAUX dans les prochains jours et aura pour conséquence que les SS. et FF. se présentant en tenue seront tuilés par présentation de la carte d'identité maçonnique et présentation des mots de passe à des agents de sécurité qui pourront être des profanes.


Il est entendu que ces agents de sécurité seront soumis aux mêmes clauses de confidentialité que les salariés de notre association.


Chacun comprendra que nous devons nous adapter à cette situation nouvelle, afin d'éviter, dans le cas contraire, de devoir fermer l'accès à nos locaux.


Fraternellement,


 **Gérard SOULIER**
G.S.A.I.

 **Eric GARNIER**
Délégué Régional PARIS I

 **Philippe GOETHALS**
Délégué Régional PARIS II

 **Philippe FOUSSIER**
Délégué Régional PARIS III

 **Pierre MANYO-SOKE**
Délégué Régional PARIS IV

 **Georges SERIONAC**
Délégué Régional Ile-de-France

Annexes : 01/1991
Décret n° 2 du 10/01/1991
à l'usage

★ Visé par une plainte déposée auprès de la chambre suprême de justice maçonnique du GODF pour ne pas avoir appelé à voter directement Emmanuel Macron au second tour de l'élection présidentielle, Jean-Luc Mélenchon, membre de l'importante loge Roger Leray, est, cette fois, la cible de la Grande Loge Suisse Alpina. Dans le dernier numéro d'Alpina, la revue de cette obédience non-mixte comptant 83 loges pour 3500 frères, le chef de file de la France insoumise y est qualifié de « maçon de pacotille ».

► Personnalités reçues récemment au Conseil représentatif des institutions juives de France : - Le 26 mai, Jean-Paul Brighelli, membre de Debout la France, enseignant et éditorialiste, opposant au « pédagogisme » de Philippe Meirieu sur « Sauver l'école ; la transmission du savoir contre les dérives idéologiques » ; - Le 6 juin, Bertrand Soubelet, général de corps d'armée de la gendarmerie et candidat sans étiquette pour les élections législatives dans la 10^e circonscription des Hauts-de-Seine sur « Les limites de la liberté d'expression ; le rôle de la magistrature et des médias » (il a récemment participé à un voyage en Palestine occupée organisé par le Keren Kayemeth LeIsrael) ; - Le 7 juin, Gérard Collomb, ministre de l'Intérieur à l'occasion de sa prise de poste.

PORTRAIT

>>(suite de la page 2)

(*Le Président, Seuil*, 1990) l'a décrit comme un courtisan servile, servant parfois de souffre-douleur à **François Mitterrand** : « Il est si fébrile qu'il ne peut servir un café sans tacher son costume. Il est si émotif qu'il somatise pour un rien : un mauvais regard du président, et aussitôt la grippe le ravage. Cet homme exsude d'anxiété. [...] Pour se trouver quelques secondes de plus avec François Mitterrand, il est prêt à changer de masque comme de rôle. Il fait donc tour à tour office de concierge, de gourou, de porte-coton, de dame de compagnie, ou bien de professeur d'économie. [...] François Mitterrand accepte bien volontiers la compagnie de ce conseiller éploré et bavard. Il est vrai que sa conversation est une des plus étonnantes de l'Élysée. Attali a mis le nez dans les épreuves des quinze livres qu'il faudra avoir lu dans les mois qui viennent. Il vient de rencontrer tour à tour le plus grand économiste de tous les temps, indonésien ou malgache, **France Gall** en personne, **Henry Kissinger** lui-même, la nouvelle vedette de la télévision ou bien encore un ancien camarade de l'**ENA** : tous lui ont confié les plus lourds secrets. Il a lu dans la nuit cent pages de la Bible, les paroles de la prochaine chanson de **Guy Béart** ou bien un inédit de **Michel Foucault**. Fantastique, candide et vibrionnant, il ne cesse d'ouvrir au président portes et horizons nouveaux. » C'est lui par exemple qui, en février 1984, donnera l'aval à **Guy Sorman** pour l'organisation de la rencontre entre François Mitterrand et **Bernard Tapie**.

Car dans le même temps, celui qui plaiderait pour le socialisme (« Oui, le socialisme c'est le rêve » avait-il répondu à **Michel Rocard** en 1979), a contribué à hâter la révision doctrinale de la gauche. En 1983, avec un groupe de conseillers de l'Élysée, il a convaincu le chef de l'État de ne pas faire sortir le franc du SME (système monétaire européen). Plus tard, il reconnaîtra « Nous avons choisi l'Europe contre l'emploi » (*Le Nouvel économiste* du 1^{er} octobre 1993). Le 24 janvier 2011, lors de son intervention à l'université participative organisée par **Ségolène Royal** sur le thème « La crise de l'euro », il se vantera, en tant que membre de l'équipe de rédacteurs du traité de Maastricht, avoir « soigneusement oublié d'écrire l'article qui permette d'en sortir ».

Il sera au centre des luttes internes au gouvernement français, dans la période 1981-1984, notamment sur les questions relatives au Proche-Orient : « C'est la bande des « Dayan's boys » qu'il [**Claude Cheysson**, alors ministre des Affaires étrangères] a dans le collimateur. Les **Robert Badinter**, **Jacques Attali**, **Laurent Fabius** et autres

Jack Lang, rapportent **Yves Azeroual** et **Yves Deraï** (op. cit.). Les deux premiers, qui ont grimpé au sommet de la hiérarchie communautaire à travers le **FSJU**, sont d'authentiques militants de la cause israélienne. À la fin des années 80, ils n'ont pas hésité à se montrer à la pointe du combat aux côtés des responsables du Mouvement pour la liberté du commerce (MLC) pour que la France adopte, face aux pressions économiques arabes, une position plus courageuse au lieu de boycotter l'État hébreu. L'un comme l'autre ont participé activement à la collecte de l'Appel unifié juif de France (AUJF) qui envoie des sommes importantes en Israël. En janvier 1981, ils protestent devant l'ambassade d'URSS pour la liberté des juifs d'URSS et apposent leur signature au bas de la pétition de soutien qui circule dans la manifestation [...] Jacques Attali, qui devient en 1981 le sherpa du Palais, est au carrefour de toutes les rencontres importantes. Sa fonction ne l'autorise pas cependant à intervenir de façon trop voyante. Il est l'homme des négociations secrètes. C'est ainsi qu'en février 1985, il débarque inconnu le jour du shabbat, chômeur en Israël, à Tel Aviv. Un moyen efficace d'éviter la curiosité de la presse israélienne. Mais les journalistes arabes veillent au grain. Un hebdomadaire syrien révèle le jour même la vraie raison de ce voyage. Jacques Attali a été envoyé par François Mitterrand pour proposer des conditions de crédit extrêmement intéressantes aux Israéliens pour la vente de deux réacteurs nucléaires. Il conclura la vente avec **Shimon Peres**, ministre des Finances de l'époque. »

Sur *Radio J*, il déclarera le 20 mars 1994 : « **De Gaulle** a fait croire que les Français étaient résistants alors qu'ils étaient collabos [...] la France était collaboratrice [...] Je ne partage pas le point de vue officiel de la France, en particulier exprimé par François Mitterrand, sur le fait que Vichy est une parenthèse de l'histoire de la République [...]. C'est la République qui est coupable et au-delà de la République, la France. » Il tirera une véritable chronique du règne de François Mitterrand, avec la publication des fameux *Verbatim* (trois volumes 1993, 1995) remplis d'indiscrétions. Non sans polémique, d'ailleurs, puisque l'éditrice **Odile Jacob** poursuivra **Fayard** en justice, reprochant à Jacques Attali d'avoir utilisé des propos tenus entre François Mitterrand et **Élie Wiesel** qu'elle s'appropriait à publier. Au troisième tome, François Mitterrand, mourant, exprimera « ses plus expresses réserves ». Songeur, Jacques Attali dira plus tard de Mitterrand : « Il me manque. Il me reste mes amis **Henry Kissinger** et **Shimon Peres** » (*Libération*, 25 février 1999).

Lié au puissant groupe **Bilderberg**, ce collectionneur de sabliers et du *Petit Livre rouge* de **Mao** (il le possède en douze langues) est remplacé à l'Élysée par **Anne Lauvergeon** en 1991 et rejoint Londres comme premier président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) dont il avait imaginé les grandes options dans son essai *Lignes d'horizon* (**Fayard**, 1990). L'objet de cette institution financière, au capital de 70 milliards de francs (la CEE en détient 51 %, les États-Unis 10 %, le Japon 8,58 % et l'URSS 6 %) a été largement dépassé par les événements, puisqu'il avait pour but originel de financer des opérations économiques dans les pays d'Europe de l'Est, en particulier l'Union soviétique, en faisant dépendre l'aide du développement à l'adoption de la démocratie de marché par ces pays. Selon Jacques Attali, l'idéologie de la BERD doit être « un tiers (celle) de la Banque mondiale et deux tiers (celle) de Lazard ». L'attitude dirigiste et les méthodes peu consensuelles du néophyte suscitent de vives réactions dans le milieu financier et dans la presse anglo-saxonne, qui ne se privera pas d'ironiser sur ce brillant touche-à-tout « prétentieux », « inspiré mais autocratique », « roi-empereur-amiral de la finance ». Très vite, le scandale éclate, ses actionnaires s'insurgent contre sa gestion et l'aventure échoue dans les colonnes du *Financial Times* où l'on apprend que la banque a plus investi dans le marbre de Carrare qui décore son nouveau siège social (pour 750 000 livres sterling) au centre de la City ou dans les voyages de Jacques Attali en jet privé (759 000 livres sterling en 1992) que dans les entreprises polonaises ou les privatisations russes. D'autant que Jacques Attali avait exigé d'être mieux rémunéré que ses homologues de la Banque mondiale ou du FMI (1 740 000 francs de salaire annuel, non soumis à l'impôt). Le *Financial Times* du 25 juin 1993 révèle que Jacques Attali se serait fait rembourser deux fois des billets d'avion pour Tokyo et payer une conférence en violation du règlement prévu par la banque. Quelques minutes avant que la nouvelle ne soit rendue publique, il appelle François Mitterrand pour lui annoncer qu'il a remis sa lettre de démission. La banque aura dépensé deux fois plus d'argent pour le confort de ses responsables que pour les pays de l'Est (201 millions contre 101 millions de livres sterling selon *Le Monde* du 27 juin 1993).

Culotté, il accusera, dans *Paris Match* (février 1994), les Américains d'être responsables de sa chute : « Les Américains veulent une Europe atlantiste qui serait en réalité le camouflage de la domination des



PORTRAIT

États-Unis sur l'Europe. Ce serait une vassalisation ». Le mois suivant, il précise sa vision de l'Europe dans *Le Nouvel Observateur* (31 mars 1994) : « Il faut tout de suite unir deux pays à l'Europe : la Russie et la Turquie. La Russie, parce qu'elle va, sinon, préparer une nouvelle guerre pour sortir de son isolement, et cette fois-ci ce sera une guerre nucléaire ; la Turquie, parce qu'il faut admettre clairement que l'islam est une religion européenne. Sinon, cela voudrait dire que l'Europe redevient un club chrétien. »

Pour comprendre sa perception de ce « club chrétien », il faut se reporter à un entretien donné dans les *Cahiers trimestriels Cadmos* n° 14 à l'été 1981 : « – Quelle est votre réaction quand vous entendez le mot Europe ? – Aucune. Ou plus exactement une réaction très négative. C'est une chose qui pour moi, n'a jamais existé sauf dans l'ambition totalitaire de quelques dictateurs : **Napoléon, Hitler, Charlemagne, Charles Quint**. J'irai même jusqu'à dire que c'est une immense mystification politique de toute nature, à tout moment. L'Europe ça n'a jamais existé, ça n'existe pas ; le mot lui-même est un terme dont je ne sais ni l'origine ni l'histoire. [...] J'enseigne aux États-Unis, au Mexique, en Israël, au Brésil, en Indonésie. Je n'ai jamais été invité en Allemagne... La culture européenne n'existe pas... Quand on parle de culture européenne, c'est quoi ? Ce sont les massacres que les Européens ont faits au nom de leur culture... L'Europe est une invention du colonialisme européen, au sens le plus ancien du mot qui date de Charlemagne. C'est une invention pour justifier une conquête, pour imposer un monde extérieur. » Des années après, en pleine crise de la zone euro, le 11 août 2011, il expliquera encore dans l'organe officiel du *Council on Foreign Relations* : « Pour éviter la disparition imminente de l'euro, l'UE aura besoin d'introduire un budget fédéral, des euro-obligations, et la coordination stricte des budgets des États-nations [...] Nous sommes exactement à ce moment en Europe, où nous devons passer d'une confédération à une fédération par le processus de création d'un budget fédéral exactement comme les États-Unis l'ont fait. »

Ses activités bancaires en suspens, **Jacques Attali** fonde, en 1994, *Attali Conseils & Associés* (AC&A), un cabinet qui lui permet de monnayer ses lumières (et son carnet d'adresses) aux gouvernements du monde entier. Ainsi, il se déplace par exemple en Amérique du Sud pour le compte du Mexicain **Ernesto Zedillo** en 1995, en Asie pour celui du Kazakh **Noursoultan Nazarbaïev** ou encore en Afrique pour celui du Congolais **Denis**

Sassou-Nguesso. Avec un forfait de 61 000 euros par mois (à partir de mai 1998, soit 1,5 million d'euros pour AC&A au total), ce dernier souhaitant alors « huiler » ses relations avec le **FMI** et la **Banque mondiale**, Attali renoncera à ce juteux contrat quand la presse française s'en fera l'écho. Éclectique, il a remis en mars 1995 au secrétaire général des Nations unies, **Boutros Boutros-Ghali**, un rapport sur « les trafics illicites de matériaux nucléaires ».

Le 14 novembre 1997, **Pierre Falcone**, alors conseiller du président angolais **José Eduardo dos Santos**, lui propose une étude sur le microcrédit en Angola. **AC&A** perçoit, entre 1998 et 1999, 1 600 000 dollars, payés par la société **Brenco Trading International** de Pierre Falcone, tandis que l'étude est sous-traitée et facturée 300 000 francs au cabinet de conseil **Horus**. Soit un bénéfice de plus d'un million de dollars, payés de la poche de Pierre Falcone. La facture de l'aller-retour Paris-Luanda dans la même journée (479 000 francs), effectué par Jacques Attali, le 20 mai 1998, est également acquittée par **Brenco**. **Isabelle Delubac**, secrétaire personnelle de Pierre Falcone, avait noté quelque temps auparavant « 10 avril. Guilloux [**Allain Guilloux**, avocat fiscaliste du Tout-Paris, proche tant de Pierre Falcone que de Jacques Attali qu'il connaît depuis le début des années 80] a parlé à J.A. [Jacques Attali]. Qui est extrêmement optimiste quant à la façon dont sera traité le dossier OS » (*L'Express*, 12 avril 2001).

ZTS Osos, une société basée en Slovaquie, où Pierre Falcone est associé au sulfureux **Arcady Gaydamak**, est en proie à un gigantesque redressement fiscal d'environ 2 milliards de francs. C'est cette société qui a vendu pour 633 millions de dollars d'armes à l'Angola en 1993-1994. Le 28 septembre 1998, Attali organise un déjeuner entre **Hubert Védrine** et **Allain Guilloux**. À la fin du repas, Guilloux remet à Védrine un document sur le dossier angolais, et le lendemain une note de synthèse, par l'intermédiaire d'Attali, sur « l'affaire opposant la société **Osos** aux services fiscaux ». En février 1999, **Allain Guilloux**, toujours par l'entremise de Jacques Attali fera parvenir à **Hubert Védrine** des documents visant à montrer que les poursuites à l'encontre de **ZTS Osos** ne sont pas fondées. Un mois plus tard, le 18 mars 1999, le ministère des Affaires étrangères se ravise, ordonnant le retour des commandements de payer qu'il avait adressés à l'ambassade de France en Slovaquie. En clair, le Quai d'Orsay demande au fisc de revoir sa position. Le 15 avril 1999, le cabinet de **Dominique Strauss-Kahn**, alors ministre des Finances, ordonne la suspension de

toutes poursuites à l'encontre de **ZTS Osos** (cf. *Paris Match*, décembre 2001). En novembre 1999, **Allain Guilloux** demandera encore à **Hubert Védrine** : « Vous a-t-il été possible de faire procéder à un examen des difficultés rencontrées par la société **Osos** auprès de la Direction générale des impôts [...] ? » (*L'Express*, op. cit.) Bref, le redressement fiscal s'échouera dans les méandres administratifs de Bercy et du Quai d'Orsay. Le 1^{er} décembre 2000, les bureaux d'**AC&A** sont perquisitionnés. Le 8 mars 2001, au terme d'une garde-à-vue de 48 heures à la brigade financière, Jacques Attali est mis en examen par les juges **Philippe Courroy** et **Isabelle Prévost-Desprez** pour « recel d'abus de biens sociaux et trafic d'influence ». Lors du procès de ce qui est devenu l'« Angolagate », le 11 février 2009, le parquet requiert finalement, « au bénéfice du doute », la relaxe pour Jacques Attali.

Entre-temps, **AC&A** aura encore été perquisitionné. Cette fois, Jacques Attali a été interrogé par la brigade financière, le 3 avril 2003, dans le cadre d'une commission rogatoire internationale délivrée par le parquet de Saint-Petersbourg, pour un contrat passé en 1997 avec la mairie de Saint-Petersbourg, pour un montant de 2 millions de dollars (cf. *Le Monde* du 17 avril 2003). En juillet 2005, Attali avait également été visé par une enquête de l'**Autorité des marchés financiers** (AMF). En effet, **Danone** a vu à l'époque son titre s'envoler subitement de 27 % en bourse, alors même que **PepsiCo** était prêt à lancer une OPA sur le géant français. Or Attali conseillait, via **AC&A**, les deux sociétés (cf. *L'Express* du 1^{er} août 2005). Auditionné par l'**AMF**, il dira ne pas s'être rendu à Londres pour rencontrer les dirigeants de **PepsiCo**. Une perquisition à son domicile, en novembre 2007, établira pourtant sa présence à Londres. Depuis, les agents de l'**AMF** ont réclamé une nouvelle audition mais se sont vu offrir une fin de non-recevoir par leur hiérarchie (cf. *Bakchich*, 22 janvier 2008).

D'une manière générale, le gros de la clientèle d'**AC&A** est composé de membres du gotha patronal et bancaire français : **Pierre Lescure**, alors PDG de **Canal +**, **Jean-Marc Oury**, à l'époque à la CGE (une note de 1 186 000 francs datée du 3 février 1995), **Michel David-Weill** (Jacques Attali avait négocié, dès 1978, la non-privatisation de la banque **Lazard**), **Jean-Luc Lagardère**, etc. En mars 2000, **AC&A** a conseillé **Jean-Marie Messier** et a reçu 457 000 euros de **Vivendi Universal** lors de la prise de contrôle d'**Elektrim Telekomunikacja**, le gestionnaire du réseau mobile polonais, opération qui sera une catastrophe financière et juridique pour **Vivendi**.

(suite au prochain n°)

ÉTRANGER

Les Français au sommet du Bilderberg 2017

Organisé au Westfields Marriott Washington Dulles de Chantilly (Virginie), du 1^{er} au 4 juin dernier, ce 65^e sommet des « maîtres du monde » portait, selon le communiqué officiel, sur « La Russie dans l'ordre international », la « Direction de l'UE » et l'« Administration Trump, un rapport d'étape ». Outre **Henri de Castries**, président du comité de direction du groupe Bilderberg, participaient, pour la France, **Thomas Buberl**, son successeur à la tête d'**AXA**, **Christine Lagarde**, présidente du **Fonds monétaire international**, **Benoît Puga**, général d'armée, ancien chef de l'état-major particulier de **Nicolas Sarkozy** et de **François Hollande** chargé des « questions nucléaires. Mais aussi des cas non conformes, des iles délicates, des missions et opérations secrètes » (*Le Point*) et **Bruno Tertrais**, directeur adjoint de la **Fondation pour la recherche stratégique**. « La guerre de l'information » fut certainement le thème principal de cette réunion dont aucun PV n'a fuité, au vu du nombre considérable de journalistes, éditorialistes et patrons de presse invités. Pour la France, notons d'abord l'inamovible **Nicolas Baverez**, éditorialiste faussement non-conformiste au *Figaro* et au *Point* et associé du cabinet **Gibson, Dunn & Crutcher**, mais surtout **François Lenglet**, commentateur économique en chef de *France 2*, invité pour la première fois. Né le 10 novembre 1961 à Antony (Hauts-de-Seine), ce fils d'enseignants, titulaire d'une maîtrise de lettres modernes et de philosophie obtenues à l'**Université Paris IV-Sorbonne**, ne dispose donc d'aucune formation économique initiale. Passé par l'agence de presse **A Jour** (1983-1985), puis *Minitel Magazine*, il s'installe en 1986 en Chine où il enseigne la littérature française à l'**Université de Shanghai** et devient le correspondant de *L'Express* en Asie. Sinologue, il regagne la France et entre en 1991 à *L'Expansion*, dont il deviendra rapidement le chef du service économie, avant de rejoindre le mensuel *Enjeux-Les Échos* comme directeur de la rédaction jusqu'en 2008 avant d'occuper des fonctions analogues à *La Tribune* (2008-2011), à *BFM Business*, puis à *France 2*. Notons qu'il s'est longtemps opposé à la doxa mondialiste, comme dans *La Fin de la mondialisation* (Fayard, 2013) où il prônait un retour au protectionnisme face à l'échec du libre-échange mondialisé, allant même jusqu'à déclarer : « On nous dit que c'est impossible de sortir de l'Euro, c'est évidemment des bêtises [...] l'histoire monétaire est jonchée d'unions monétaires qui se défont et qui se font et c'est probablement ce que nous allons voir dans les années qui viennent ! » (*BFM Business*, 1^{er} novembre 2011). Depuis, ce membre du **Cercle des économistes** de **Jean-Hervé Lorenzi** (membre du directoire de la **Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque**), a largement viré sa cuti pour se muer en chien de garde de ce qu'il pourfendait jusque-là. Sa cooptation, en 2016, au club d'influence *Le Siècle*, n'est certainement pas étrangère à ce retournement à 180 degrés.

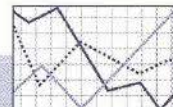
✎ Pourquoi nous avons besoin du Vatican restera comme une référence quant à la trame de l'abdication du pape **Benoît XVI**. Signé par **Germano Dottori** et publié dans le numéro du mois d'avril de la revue italienne de géopolitique *Limes*, l'article indique que « les frictions entre l'Église et les États-Unis n'ont pas disparu avec la disparition de **Jean-Paul II**. Elles se sont poursuivies pendant le pontificat du pape **Ratzinger**, durant lequel elles n'ont pas seulement été aiguës par l'investissement de la part d'**Obama** et d'**Hillary Clinton** sur l'Islam politique des Frères musulmans durant lesdits « printemps arabes », mais également par la ferme volonté de **Benoît XVI** de parvenir à une réconciliation politique avec le patriarche de Moscou, qui aurait été, dans ses intentions, le véritable couronnement religieux d'un projet géopolitique d'intégration euro-russe soutenu avec conviction par l'Allemagne et l'Italie de **Silvio Berlusconi** mais pas par celle, plus pro-américaine de **Giorgio Napolitano** [NDLR : à l'époque président de la République italienne]. Tout le monde sait comment cela s'est terminé. Le gouvernement italien et la papauté ont été frappés simultanément par une campagne de scandales, coordonnée, d'une rare violence et sans précédent, à laquelle se sont associées des manœuvres plus ou moins opaques dans le domaine financier, avec l'effet final de précipiter, en novembre 2011, le retrait de **Berlusconi** du Palais Chigi, et le 10 février 2013, l'abdication de **Ratzinger**. Au plus fort de la crise, l'Italie a vu progressivement se fermer les portes d'accès aux marchés financiers internationaux, tandis que l'Institut pour les œuvres de religion (IOR) a été exclu temporairement du circuit SWIFT ».

✎ **Jacob Schwartz**, président des Jeunes Démocrates de Manhattan, vice-président des Jeunes Démocrates de l'État de New York et analyste informatique au département de conception auprès du maire de la ville **Bill de Blasio**, était promis à un brillant avenir politique jusqu'à son arrestation, fin mai, au terme d'une enquête de plusieurs mois, ayant établi le téléchargement et la conservation sur son ordinateur de plus de 3000 images et 89 vidéos pédopornographiques, dont certaines impliquant des nourrissons. Fils d'**Arthur Z. Schwartz**, cacique du Parti démocrate et ténor du barreau de New York, l'accusé a été relâché sous caution (7500 dollars) au bout de quelques heures.

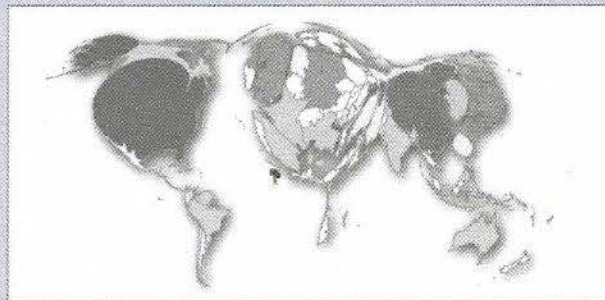
► En août dernier, les médias occidentaux ont fait de sa photo le symbole de l'horreur des bombardements d'Alep par l'Armée arabe syrienne (gouvernementale) sur les populations civiles. Le petit **Omran Daqneesh**, cinq ans, est récemment réapparu bien portant dans les bras de sa mère qui affiche son soutien à **Bachar el-Assad**. Ses parents indiquent aujourd'hui avoir fait l'objet d'énormes pressions de « chefs de milices et d'associations et de la part d'un pays important » pour accuser le gouvernement d'avoir bombardé leur maison.



ÉCONOMIE

Un XXI^e siècle africain?

Largement répandue en vertu de la démographie exponentielle du continent noir, l'idée que le XXI^e siècle sera africain fait fi d'une incapacité à produire de la matière scientifique comme le pointe le récent rapport « Vers 2030 » de l'UNESCO portant sur la science: « Les pays de l'AELE (Islande, Liechtenstein, Norvège et Suisse), qui comptent pour 0,9 % des chercheurs du monde, ont coécrit 2,8 % des articles scientifiques du monde entier, soit davantage que l'Afrique dans son ensemble (2,6 %). » Pour **Bonaventure Mvé Ondo**, philosophe gabonais et recteur honoraire de l'Université Omar Bongo, « cette situation est tellement grave aujourd'hui qu'on peut la qualifier, dans une certaine mesure, d'« apartheid scientifique », qui, lui, découlerait de l'« apartheid économique ». Une explication qui, si elle sied au « politiquement correct » de rigueur, n'augure en rien d'un futur décollage. Ci-dessous, nous reproduisons la carte de la production scientifique mondiale, réalisée en anamorphose par deux universitaires français pour la revue *Géoconfluences*, à partir de la base de données *Web of Science* recensant les activités scientifiques (brevets et publications) au niveau mondial. Le graphique révèle que sur le continent africain seule l'Afrique du Sud tire son épingle du jeu.



★ Privatisation d'Aéroports de Paris dès le second semestre de 2017? C'est la perspective qui emballle le marché des fusions-acquisitions, rassuré non seulement par l'élection d'**Emmanuel Macron**, un « ancien de la maison », déjà à l'œuvre lors des privatisations des exploitations des aéroports de Nice et de Lyon lors de son passage à Bercy, mais aussi par la nomination d'**Alexis Kohler**, familier du dossier comme administrateur d'ADP lors de son passage à l'Agence des participations de l'État (APE), et celle d'**Antoine Saintoyant**, conseiller économie finances industrie d'**Édouard Philippe**, également passé par l'APE. Pour le déclenchement officiel de l'opération, le gouvernement attend l'ouverture d'une fenêtre de tir, après l'été (élections législatives et réforme du marché du travail), tandis qu'ADP continue d'enregistrer des performances record en bourse. Cette nouvelle braderie des joyaux de la couronne trouvera pour prétexte la création d'un fonds public de 10 milliards d'euros nécessaires pour investir dans des « technologies du futur ».

✎ Italie: sauver les banques avant les élections. Le sauvetage des banques italiennes s'est accéléré dans la foulée de l'assemblée annuelle de la Banque d'Italie du 31 mai dernier. Alors que se précisait le scénario d'élections législatives organisées dès le mois de septembre pouvant consacrer la percée du Mouvement 5 Étoiles dont la campagne porte sur l'organisation d'un référendum sur la sortie de l'euro, la Commission européenne a accordé au gouvernement italien une recapitalisation préventive de la Banca Monte dei Paschi di Siena, banque moribonde, bourrée de créances douteuses, conseillée par **J.P. Morgan**, contrôlée par l'État italien et **AXA** (qui a assuré la banque du maintien de son partenariat stratégique), et dont la survie dépendait d'une augmentation de fonds propres à hauteur de 8,8 milliards d'euros après l'échec d'une augmentation de capital de 5 milliards d'euros fin 2016.

► Pour le sauvetage de Banca Popolare di Vicenza et Veneto Banca, les deux autres établissements les plus à risque, la Commission européenne exigeait, pour combler un déficit de fonds propres, une injection de 1,2 milliard d'euros de capitaux privés comme préalable à une aide publique de 6,4 milliards d'euros. La combine est en réalité déjà actée et, même s'il s'en défend encore, c'est l'ensemble du secteur bancaire italien qui mettra la main à la poche (pour que les contribuables paient le reste) via Atlante, le fonds de sauvetage du secteur bancaire transalpin, déjà actionnaire majoritaire des deux établissements vénètes, avant qu'Intesa SanPaolo et UniCredit ne rachètent chacune une de ces banques.

► En effet, Intesa Sanpaolo, premier établissement de la péninsule qui vient de vendre 2 milliards d'euros de créances douteuses à Christofferson, Robb & Company et à Bayview Asset Management en vue d'une cession à MBCredit Solutions, la filiale de gestion de crédits de Mediobanca, a discrètement donné son aval à cette option proposée par le ministre italien de l'Économie et des Finances **Pier Carlo Padoan** et inspirée du récent rachat de Banco Popular par Santander en Espagne. Un cauteleux sur une jambe de bois qui permettra de faire le dos rond jusqu'aux élections sans toutefois régler le problème puisque les créances douteuses des banques italiennes représentaient officiellement 81 milliards d'euros fin 2016, tandis que la dette de Rome représente 132 % du PIB, soit la plus élevée de la zone euro après celle d'Athènes.

► Bain de sang pour le commerce de détail. Ne pouvant faire face à la concurrence des achats en ligne, entre un quart et un tiers des centres commerciaux américains fermeront au cours des cinq prochaines années selon une étude menée conjointement par le Crédit Suisse et *The Economist*. Difficile dans ces conditions d'envisager une quelconque survie des petits détaillants pour qui la concurrence avec Amazon est peine perdue.

► Outre la promotion du déracinement mondial et des opérations de déstabilisation des nations via des associations de défense des droits de l'homme, la Fondation Soros figure parmi les principaux partisans de la vente libre de stupéfiants dans le monde.

KIOSQUE

► **Catherine Joly**, secrétaire générale du groupe *Le Monde* et directrice générale de *L'Obs* depuis 2012, suit son mari **Arnaud Leparmentier** à New York où ce dernier vient d'être nommé correspondant du Monde. Elle sera remplacée en septembre par **Marguerite Moleux**. Née en septembre 1979, cette normalienne, diplômée de Sciences-Po Paris, a commencé à l'inspection des affaires sociales à sa sortie de l'ENA (promotion République, 2007) avant de rejoindre Danone en 2011, où elle officia comme chargée de mission à la direction des ressources humaines sous les ordres de l'actuelle ministre du Travail **Muriel Pénicaud**, avant d'être nommée, en octobre 2014, au cabinet du ministre socialiste du Travail **François Rebsamen**. Depuis mai 2016, elle avait intégré le cabinet londonien de conseil en gestion *Insigniam* tout en participant aux réunions du groupe de travail « emploi » dans l'équipe de campagne d'**Emmanuel Macron**.

► Droits de l'Homme: les intellectuels français récompensés. Remise du prix du Courage Moral 2017 d'UN Watch à **Alain Finkielkraut**, lors de son gala annuel organisé à Genève le 15 mai dernier. Cette ONG, conventionnée par l'ONU pour contrôler l'application de sa charte, est présidée par le diplomate américain **Alfred H. Moses**, ancien président de l'American Jewish Committee. Dans le même temps, **Bernard-Henri Lévy** recevait un doctorat honoris causa de l'Université Bar-Ilan de Ramat Gan (Israël) pour son « engagement pour les droits de l'homme, sa défense de la démocratie et sa vie d'intellectuel engagé ».

► *La Lettre A* indique dans son édition du 25 mai qu'*En Marche!* a porté plainte consécutivement à la publication de l'article *Qui étaient les premiers (grands) donateurs d'En Marche?*, fondé sur les *MacronLeaks* (seuls quelques donateurs étaient cités). Parmi les publications basées sur ces fuites, cet article, strictement relatif aux donateurs, est le seul à avoir été attaqué, mais la nouvelle a retenti comme un coup de tonnerre dans le Tout-Paris des médias, au moment où des conditions drastiques sont imposées à la presse présidentielle (cf. *F&D* 435) confrontée à une communication verrouillée. Les ministres ont reçu la consigne stricte de ne pas dévoiler le contenu du conseil des ministres.

► Investie par *En Marche!* dans la 5^e circonscription de l'Eure, **Claire O'Petit**, présidente du *Collectif des commerçants et artisans de Saint-Denis* depuis 1989 et intervenante à l'émission *Les Grandes Gueules* sur RMC, avait demandé, selon *Le Parisien*, à être investie en position éligible sur la liste FN conduite par **Nicolas Bay** lors des dernières élections régionales en Normandie.

► *Mediapart* (31 mai) révèle que **Claude Perdriel**, propriétaire de *Challenges*, *Sciences et Avenir* et *Historia*, ostensible soutien d'**Emmanuel Macron** et patron de gauche revendiquant son patriotisme économique, a immatriculé à Malte *Skyfirst*, la société qui exploite ses jets privés, ainsi que son yacht, le *Vaimiti*, un voilier de 39 mètres battant pavillon luxembourgeois et détenu par la société *Navimar Services*, également immatriculée dans le Grand-duché.

► La diffusion, le 27 avril sur France 2, du documentaire *De Margerie: l'énigme Total*, relance le débat sur la disparition de **Christophe de Margerie** dans le crash de son avion (méthode prisee par la CIA pour des assassinats ciblés) en octobre 2014 alors qu'il sortait d'une entrevue avec **Dmitri Medvedev**. Ce numéro d'*Envoyé spécial* révèle l'hommage rendu par la Fédération de Russie à l'ancien PDG de *Total* qui a donné son nom à un méthanier brise-glace géant, baptisé par **Vladimir Poutine** en personne, sans aucun représentant officiel de la France.

► **Gérard de Villèle** annonce son retrait du *Lien légitimiste*, bimestriel royaliste qu'il animait depuis douze ans, en raison de problèmes de santé: « ma décision de cesser de prendre du temps pour *Le Lien* [...] ne doit pas empêcher quiconque voudrait le récupérer, l'étoffer, le perpétuer à l'avenir, de se signaler à la face de la légitimité. »

► Aux éditions *Gaussen* (37, rue du Coteau, 13007 Marseille et <https://sites.google.com/site/editionsgaussen>), sortie du *Dictionnaire des écrivains marseillais* d'**Olivier Boura**. D'**Altouvitis**, poétesse du XVI^e siècle à **Clarence Weff**, auteur de romans policiers, un dictionnaire érudit des célébrités marseillaises de la littérature (**Antonin Artaud**, **Honoré Urfé**, **Albert Cohen**, **Jean Rostand**, **Marcel Pagnol**, etc.) et surtout des moins connus, prédicateurs, polémistes ou hurluberlus (300 pages, 25 euros).

► Chez *Ars Magna* (BP 60426, 44004 Nantes Cedex 1 et www.editions-ars-magna.com), sortie de **Vladimir Poutine**, *le pour et le contre*, un recueil exhaustif des textes publiés en français entre 2006 et 2016 par le théoricien russe du néo-eurasisme **Alexandre Douguine** (490 pages, 32 euros).

► Après un premier livre remarqué (*Le Miel*, *Gallimard*, 2014), l'écrivain et éditeur serbo-suisse **Slobodan Despot** récidive avec *Le Rayon bleu* (toujours chez *Gallimard*), un roman à la fois d'aventure et introspectif sur fond de Guerre froide et de bombe atomique (192 pages, 17 euros).

► Dans *L'Europe des peuples face à l'Union européenne* (*L'AEncre*, 2017), **Franck Buleux** oppose, dans cet essai, l'Union européenne, structure mutante par nature éphémère, faite de bric et de broc, sans véritable projet, sans ligne politique claire et commune, et l'Europe, éternelle, appelée à se refonder sur les peuples qui la composent (préface de **Georges Feltin-Tracol**, 226 pages, 25 euros).

► Le lundi 19 juin, à 20h30, à la *Maison des Mines* (270, rue Saint-Jacques, 75005 Paris), colloque *Reconquérir notre histoire* organisé par l'*Association pour l'Histoire*. Avec le directeur de la *Nouvelle Revue d'Histoire* **Philippe Conrad** (état des lieux de la déconstruction en cours), les historiens **Bernard Lugan** (*Instrumentalisation de l'histoire de l'esclavage et culpabilisation des Européens*) et **Laurent Wetzel** (*Quelle histoire il convient d'enseigner aux générations montantes*) (entrée 10 euros).



KIOSQUE

► Aux Éditions Apogée (11, rue du Noyer, 35000 Rennes et www.editions-apogee.com), sortie de *L'île Berder, du faux comte à la vraie duchesse* de **Jacques D. de Certaines**, une histoire de cette île du golfe du Morbihan et de ses deux propriétaires successifs, **Arthur Dillon** (1834-1922), secrétaire général de la Compagnie du câble transatlantique (sa fortune lui permit de racheter l'île en 1879), membre du comité directeur de la Ligue des Patriotes (son soutien au boulangisme lui vaudra, en août 1889 par la Haute Cour de Justice, une condamnation par contumace à la déportation en enceinte fortifiée) et sa grande amie **Anne de Rochechouart de Mortemart** (1847-1933), duchesse d'Uzès, poétesse et pilote automobile qui finança le boulangisme et la Fédération nationale des Jaunes de France, deux personnages hors du commun aux idées novatrices pour l'époque (projet de grand port dans le golfe du Morbihan, premier aérodrome de Bretagne, premier véhicule insulaire électrique, naissance de la plaisance, projet d'union commerciale européenne pour concurrencer les États-Unis, etc.) (118 pages, 14 euros).

► Chez Lemieux éditeur (www.lemieux-editeur.fr), sortie de *Continental Films. L'incroyable Hollywood nazie* de **Jean-Louis Ivani**. Créée par **Joseph Goebbels** et dirigée par **Alfred Greven**, cette boîte de production française à capitaux allemands a produit une trentaine de films (*L'Assassin habite au 21*, *La Main du diable*, *Le Corbeau*, etc.), réalisés et joués par les meilleurs (**Henri-Georges Clouzot**, **André Cayatte**, **Claude Autant-Lara**, **Robert Bresson**, **Fernandel**, **Raimu**, **Michel Simon**, **Danielle Darrieux**, etc.) entre 1941 et 1944 (264 pages, 20 euros).

► Déjà auteur, en 2016, chez Omnibus, d'un *Dictionnaire de la France merveilleuse* consacré aux croyances populaires, aux superstitions, à la sorcellerie et aux rites magiques, **Marie-Charlotte Delmas** récidive avec un nouveau volume qui recense cette fois-ci les êtres fantastiques (fées, lutins, géants, dragons) mais aussi les lieux enchantés, les spectres, les revenants, etc. (1088 pages, 30 euros).

► Avec *J'élucubre à Sion*, le groupe Les Brigandes revient avec un quatrième album CD composé de douze nouveaux titres: *J'élucubre à Sion*, *Je prierai pour vous*, *Démocratie*, *Juste un politicien*, *On vous emm...*, *Le procès de Rouen*, *Vivre ensemble?*, *Élections blues*, *Sam suffit*, *Animal*, *Catho spleen* et en bonus *Le Linky à Ségolène* (livret avec paroles et illustrations, 20 euros port compris à la Librairie Facta, 4, rue de Clichy, 75009 Paris).

► Le Clan des Brigandes publie également un *Manifeste des clans du futur* (Barka Éditions, 2017) où est développé son projet de « clans communautaires ». Face au Nouvel ordre mondial, un appel à « s'associer en collectif dans une même zone géographique afin de regrouper les forces et d'élaborer un ordre social et une culture singulière à transmettre à nos enfants » (50 pages, 20 euros port compris chez Facta).

► Aux éditions Avatar (www.avatareditions.com), sortie de *Louis-Ferdinand Céline. La colère et les mots* de **Nicolas Bonnal**, un étonnant recueil d'une trentaine de textes assez courts sur des thèmes aussi variés que « Céline et l'hégémonie culturelle », « Céline et la pub », « Céline et le pognon », « Céline et la vie littéraire », « Céline et le retour du paganisme », etc., basés sur de nombreuses citations commentées de l'œuvre de **Louis-Ferdinand Céline** (323 pages, 25 euros port compris chez Facta).

► Anti-Onfray. Aux Éditions Pierre-Guillaume de Roux (www.pgderoux.fr), sortie de *Michel Onfray, la raison du vide* du critique littéraire et agrégé de philosophie **Rémi Lélian**, accablant et sans appel sur l'œuvre de **Michel Onfray** (144 pages, 15,90 euros). De même, **Jean-Marie Salamito**, normalien, agrégé de lettres classiques, spécialiste de **saint Augustin**, répond aux thèses de Michel Onfray sur Jésus et le christianisme dans *Monsieur Onfray au pays des mythes* (Salvator, 2017) (160 pages, 15 euros).

► Aux éditions Première Partie (60, rue de Rome, 75008 Paris et <http://premierepartie.com>), sortie de *Radicalisons-nous! La politique par la racine* de **Gaultier Bes**. Par le cofondateur de la revue d'écologie intégrale *Limite*, et dans la lignée de la philosophe **Simone Weil** (dont l'excellent petit essai *Note sur la suppression générale des partis politiques* vient d'être réédité aux éditions Allia), une critique sans compromis des partis politiques en prônant un enracinement local loin des structures technocratiques (128 pages, 7 euros).

► Dans *Les Réseaux Soros à la conquête de l'Afrique* (VA Éditions, 2017), **Stéphanie Erbs**, **Vincent Barbé** et **Olivier Laurent** décryptent méthodiquement les réseaux d'influence mis en place par **George Soros** en Afrique, entre la soi-disant promotion de la démocratie et des libertés d'un côté et la spéculation de l'autre (mines, pétrole, OGM, biocarburants) (préface de **Christian Harbulot**, 208 pages, 18 euros).

► Le samedi 24 juin, de 14h à 18h, à l'ASIEM (6, rue Albert de Lapparent, 75007 Paris), grand colloque *Le vrai visage de la franc-maçonnerie* organisé par la revue d'études nationales *L'Héritage*. Avec les participations, entre autres, de **Serge Abad-Gallardo**, **Jean-Claude Lozac'hmeur**, **Alain Pascal** et **Karl van der Eyken** (stands, livres, dédicaces, entrée 5 euros).

► Chez Flammarion, sortie de *L'Étiquette à la cour de Versailles* de **Daria Galateria**, un petit guide érudit des us et coutumes très codifiés au temps de **Louis XIV**, agrémenté de gravures de **Nicolas Arnoult**, contemporain du **Roi-Soleil** (traduit de l'italien par **Françoise Antoine**, 318 pages, 24,90 euros).

► Projection sur grand écran du documentaire *Kosovo, chrétienté en péril* d'**Eddy Vicken** et **Yvon Bertorello**, le jeudi 22 juin, à 19 heures, au Grand Rex (1, boulevard Poissonnière, 75002 Paris), à l'occasion de la soirée de soutien aux Serbes du Kosovo organisée par L'Union des Serbes de France et Solidarité Kosovo (entrée 15 euros).



POLITIQUEMENT INCORRECT



► Pour des propos tenus lors d'une représentation à Herstal (Belgique) en mars 2012 et enregistrés par la police à son insu, l'humoriste **Dieudonné** a été condamné à deux mois de prison ferme et à 9000 euros d'amende.

★ Sur dénonciation anonyme, une Berlinoise de 62 ans, vendeuse au chômage, a été condamnée à 1350 euros d'amende pour incitation à la haine. Elle avait « liké » sur Facebook ce commentaire : « Avez-vous quelque chose contre les réfugiés ? Oui, des pistolets-mitrailleurs et des grenades ». La pratique de l'ironie et du second degré est désormais considérée comme une « conduite haineuse ».

LISA HK @elisahk92 · 6 min
Voilà le Tweet qui est considéré comme conduite haineuse
Des haineux agressifs et ordures sont légion sur Twitter et twitter les soutient

Activité des Tweets

LISA HK @elisahk92
C'est une blague ! L'antisémitisme sur Twitter.com/pigeon22/11

Impressions
nombre de fois que votre tweet a été vu

Engagements totaux
nombre de retweets, likes et réponses

Bonjour,
Nous vous remercions d'avoir signalé que certains contenus publiés sur votre compte Twitter @elisahk92 ont été signalés pour une violation éventuelle des règles de Twitter en matière de conduite haineuse.
Ouvrez <https://support.twitter.com/articles/20175054> pour plus d'informations.
<https://twitter.com/elisahk92/status/87117320474378>

Cette notification a pour but de vous permettre d'évaluer ces contenus.

S'il s'avère que les contenus signalés n'ont pas en violation des règles de Twitter en matière de conduite haineuse, Twitter demeure susceptible d'en restreindre l'accès en France en cas d'infraction au regard des dispositions juridiques de la France.

► Quand elle n'entraîne pas de grosses amendes et ne mène pas directement en prison, l'accusation de « conduite haineuse », sert de motif de sélection et d'exclusion sociale comme pour dix étudiants admis à l'**Université Harvard** et qui ne seront finalement pas de la promotion 2021, la direction de l'université les ayant radiés pour une participation à un groupe de discussion privé sur Facebook dont l'objet était la publication de commentaires potaches délibérément politiquement incorrects.

► Tous les « migrants » sont des réfugiés syriens. Et s'ils ne le sont pas de toute évidence, ils le sont quand même !

RFI @RFI · 5 juin
Algérie: la plupart des migrants syriens bloqués à la frontière sont au Maroc
rfi.my/1H0w.t

★ **Ingrid Carqvist** est vouée aux gémonies depuis la publication sur Youtube d'un entretien donné à un média sur Internet (*Ingrid Carqvist-Scandal in Sweden When Ingrid Questions the Unquestionable*). Cette Suédoise y exprime ses interrogations sur ce qui « ne colle pas » dans le récit de l'Holocauste. Dans la vidéo, elle revient sur ce qui a amené ce questionnement : son parcours personnel. Issue d'un milieu social-démocrate, cette journaliste dans divers quotidiens nationaux et auteur de romans policiers, a été mariée pendant quatre ans à un Marocain. Renvoyée en 2011 du magazine *Kalmar* pour y avoir défendu les Démocrates de Suède, une formation populiste, elle cofonde l'année suivante *Dispatch International*, une publication s'opposant à l'islamisation de la Suède et collabore au *think tank* néoconservateur *Gatestone Institute*. Elle s'est récemment intéressée à la remise en cause, depuis les années 80, de la neutralité de la Suède pendant la Seconde Guerre mondiale et aux réparations versées par l'État suédois aux organisations juives qui en ont découlé.

★ **Sécurité**, la SNCF prend le taureau par les cornes : **Medard, Ahmed et Khalid** vous protègent des fraudeurs blancs.

SÛRETÉ
ON VIGILE VOTRE GARE 24 HEURES SUR 24.
CHAQUE JOUR,
MEDARD, AHMED
ET KHALID VEILLENT SUR VOUS.

FRAUDEURS POUR VOUS LES RÈGLES ONT CHANGÉ